



Mercredi 25 mai 2016, 18h30, Bourse du travail, 9-11 rue Génin (entrée aussi possible rue Bobby Sands), Saint Denis (93), Métro Porte de Paris.

Plusieurs organisations appellent à un meeting unitaire le 25 mai 2016 à 18h30 à la Bourse du travail de Saint-Denis. Cette rencontre, qui prendra la forme d'un procès public, réunira les militant-e-s de l'antiracisme politique et leurs allié-e-s ; tous ceux qui, particulièrement depuis quelques mois, subissent des campagnes de dénigrement et d'attaques frontales. Nous publions ici l'appel et le programme de cet événement.

Accusés, levez-vous !

Nous serons nombreux le 25 mai prochain sur le banc des accusés à plaider coupables. Coupables de résister, coupables de revendiquer notre autonomie, coupables de ne pas rester à notre place, coupables de ne pas subordonner notre agenda à celui des forces politiques existantes, coupables de donner un nom à notre lutte : l'antiracisme politique.

Nous venons de subir quatre années de gouvernement socialiste : **quatre années d'humiliation, de fuite en avant sécuritaire, militariste, raciste et ultralibérale.** Dernier exemple en date : le recours à l'article 49-3 de la Constitution pour passer en force sur la loi Travail.

Nous redoutons ce gouvernement comme nous redoutons la dernière année qu'il nous reste avant les présidentielles.

À la veille de *Nuit debout*, Hollande et Valls prolongeaient encore l'état d'urgence. **Voilà un an que l'escalade islamophobe et liberticide se poursuit**, avec son attirail de mesures autoritaires destinées en premier lieu aux quartiers et en particulier aux populations noires, arabes, musulmanes et rroms : déchéance de nationalité, perquisitions arbitraires, loi Urvoas, etc.

Cette offensive s'est accompagnée d'une **campagne de dénigrement de toutes les initiatives de résistance menées par les luttes de l'immigration et des quartiers** – que ce soit dans la sphère médiatique (contre la Marche de la dignité, la Brigade anti-nérophobie, le Parti des indigènes de la république, le Collectif Contre l'Islamophobie en France...), mais aussi dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale (contre le Camp d'été décolonial notamment), et jusque dans les cours de justice (condamnations pénales contre

L'autoritarisme de l'exécutif et la virulence policière ont eu tout le temps de gagner en puissance aux marges du périphérique et dans les camps de Calais : c'est cet adversaire solide auquel s'affronte désormais le mouvement social dans son opposition à la loi travail.

Pourquoi cette offensive contre la résistance antiraciste a-t-elle lieu maintenant ?

Pourquoi s'accélère-t-elle au point où des ministres (Laurence Rossignol, Najat Vallaud-Belkacem...) et des commis de l'État (Gilles Clavreul) s'en prennent directement à des forces de l'immigration et des quartiers ?

La réponse est simple : face à chaque tournant autoritaire de Valls et Hollande, des meetings et manifestations ont eu lieu, pour clamer notre rejet des guerres impérialistes, des politiques liberticides, des violences racistes et policières.

Cette progression a mis en déroute l'antiracisme moral et institutionnel de SOS Racisme ou encore de la LICRA. De notre côté, nous n'avons cessé d'être toujours plus unitaires bien que déployés sur plusieurs fronts (comités vérité et justice contre l'impunité policière, soutien à la résistance palestinienne, luttes contre la négrophobie, l'islamophobie ou encore la romophobie, etc.). Nous n'avons eu de cesse de dégager une clarté politique toujours plus grande et de ne pas céder sur les priorités qui sont les nôtres.

Dans cette séquence, plusieurs observateurs ont déjà noté qu'au sein des commissions et AG tenues depuis fin mars à *Nuit Debout*, les thématiques propres aux luttes de l'immigration et des quartiers reçoivent un accueil plutôt favorable. Par ailleurs, **l'ampleur de la répression policière se révèle considérable** – y compris à l'occasion du défilé canonique du 1er mai. Cette violente répression a au moins pour vertu de rapprocher le mouvement social dans son ensemble de certaines de nos préoccupations.

Enfin, la recomposition en cours à gauche de la gauche permet aujourd'hui à des positions d'être entendues par-delà les vieilles rengaines républicaines et d'être saisies par de nouvelles générations militantes.

Il y a là une occasion à saisir, redoutée par le pouvoir : celle d'une politique d'alliance, entre l'antiracisme politique et autonome d'un côté, et un mouvement social que nous souhaitons le plus pugnace possible.

Cette alliance est souvent invoquée, réclamée, dans les rangs qui agitent *Nuit debout*. Mais cette incantation – « la banlieue, avec nous » – sert avant tout la volonté de se donner bonne conscience, à défaut de s'envisager comme une volonté politique. Il ne suffit pas de se gargariser d'exigences abstraites, de compter les têtes crépues qui émergent des rangs. D'une part, **la jeunesse des cités n'a pas attendu son carton d'invitation** : à Bergson comme ailleurs, dans la confrontation avec la police ou dans les blocus de lycées, elle participe pleinement de la révolte lycéenne, autonome et vigoureuse, que l'on a pu notamment voir à l'œuvre dans le cadre du mouvement de solidarité avec Léonarda.

Mais surtout : **une « jonction » ne se décrète pas**. La « convergence » n'est pas le lieu où se retrouvent les intérêts des uns et des autres, où s'additionnent sans stratégie ni conscience tactique les revendications. Si elle suppose avant tout des partenaires qui négocient d'égal à égal, c'est aussi parce qu'ils doivent savoir se heurter, négocier des priorités, etc. Les classes subalternes blanches et descendantes de colonisés partagent, certes, des tas de problèmes qui dessinent un espace politique commun, mais **les unes et**

les autres ne vivent pas sous les mêmes régimes d'exception, dans les mêmes imaginaires, avec la même mémoire des luttes, avec les mêmes clivages, les mêmes trahisons ni les mêmes victoires. Ces différends ne sont pas à mettre de côté, ils sont à mettre sur la table – des négociations.

C'est à cette condition que nous ferons bloc.

Pour l'heure, le mouvement décolonial dans son ensemble est sévèrement pointé du doigt dans l'indifférence générale. Ensemble nous sommes accusés. Ensemble, plaidons coupables. C'est ainsi que nous vous invitons à rencontrer les luttes de l'antiracisme radical face aux inquisiteurs et aux côtés de leurs alliés le **mercredi 25 mai 2016 à 18h30 à la Bourse du travail de Saint-Denis** (9-11 rue Génin, 93200 Saint Denis, Métro Porte de Paris)

Au programme :

Omar Slaouti, (militant associatif) jouera le procureur général

Nacira Guénif-Souilamas (sociologue), jouera la juge

Franco Lollia pour la *Brigade Anti-Nérophobie*

devra répondre des accusations de :

> communautarisme, militants radicaux de la cause noire qui ne comprennent rien à l'art et perturbent régulièrement les commémorations de l'abolition de l'esclavage.

Wiam Berhouma, participante à une émission de débats sur France 2

devra répondre des accusations de :

> manque de respect à Finkielkraut, l'un des plus grands intellectuels français et d'opacité sur son passé militant

Nargesse Bibimoune, membre du *FUIQP* et de la *MAFED*

devra répondre des accusations de :

> marche communautariste durant laquelle les organisatrices ont proféré des slogans douteux et « racialisation » de la lutte contre les violences policières

Amadou Ka, président des *Indivisibles*

devra répondre des accusations suivantes :

> dénonce régulièrement le racisme de personnalités publiques respectables et au-dessus de tout soupçon, impardonnables pour avoir osé mettre Fourest sur le même plan que Le Pen

Houria Bouteldja, porte-parole du *Parti des Indigènes de la République*

devra répondre des accusations de :

> racialisme, « racisme anti-blanc », antisémitisme, misogynie et homophobie

Saimir Mile, *la Voix des Roms*

devra répondre des accusations de :

> participation à cette association de malfaiteurs et refus de l'universalisme républicain

Fania Noël, co-organisatrice du *Camp d'été décolonial*

devra répondre des accusations de :

> ségrégation inversée, « racisme anti-blanc », communautarisme, danger pour la démocratie

Amal Bentounsi, fondatrice de *Urgence Notre Police Assassine*

devra répondre des accusations suivantes :

> a choisi un nom qui produit de l'amalgame, responsable de la « haine anti-flic », ne respecte pas la police

Leyla Larbi, *Génération Palestine & Labo Décolonial*

devra répondre des accusations suivantes :

> vit dans un passé révolu, se sert de l'antisionisme pour masquer un antisémitisme certain, appel à la discrimination envers un État

Sihame Assbague, un peu partout

devra répondre des accusations de :

> communautarisme, racisme anti-blanc, arrogance, fait régulièrement le jeu du FN et des extrémistes

Ludivine Bantigny, *Collectif anti-guerres*

devra répondre des accusations de :

> idiote utile, collabos du djihadisme, gauchistes criminels.

Alain Gresh, journaliste

devra s'expliquer sur :

> son amour de Tariq Ramadan

Stathis Kouvélakis, philosophe

devra répondre des accusations de :

> islamo-gauchisme grec qui ne comprend rien à l'universalisme français et ne comprend rien aux bienfaits de l'Europe

Emmeline Fagot, *UJFP*

devra répondre des accusations de :

> islamo-gauchisme, antisémites dans la haine de soi car antisionistes

Éric Fassin, sociologue

devra répondre des accusations de :

> complicité avec ces communautaristes, « traître à sa race »